Arrêté du 16 juillet 1984 (1)

(Education nationale)

Vu L. n° 84-52 du 26-1-1984 ; D. n° 84-573 du 5-7-1984 ; avis CNESER.

Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST).

Article premier. - Le diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques sanctionne un premier cycle de formation aux méthodes scientifiques et aux langages fondamentaux et d'apprentissage d'une qualification professionnelle.

Les enseignements dispensés en vue de ce diplôme sont ouverts conjointement aux étudiants en formation initiale ou continue.

Les enseignements visent à permettre à l'étudiant d'acquérir les connaissances et les méthodes nécessaires à la fois à une entrée immédiate dans la vie active et à une éventuelle poursuite ou reprise d'études supérieures.

Le diplôme est délivré aux étudiants dont les aptitudes et les connaissances en ces domaines ont été vérifiées.

Les étudiants titulaires de ce diplôme peuvent être admis à titre individuel à compléter leur formation en vue d'obtenir un autre diplôme de premier cycle, par décision du président ou du directeur de l'établissement d'accueil, prise sur avis d'une commission pédagogique constituée à cet effet.

Les étudiants titulaires de ce diplôme peuvent également accéder à des formations de deuxième cycle d'études universitaires dans les conditions déterminées après avis du conseil des études et de la vie universitaire et du conseil scientifique par le conseil d'administration de l'établissement d'accueil et conformément aux dispositions réglementaires relatives au deuxième cycle des études universitaires.

Art. 2. - Le diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques est délivré par les universités habilitées à cet effet par arrêté du ministre de l'Education nationale, après avis du comité consultatif régional des établissements d'enseignement supérieur et du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Les universités habilitées peuvent, pour l'organisation de ces formations, passer convention avec d'autres établissements d'enseignement supérieur publics.

L'arrêté d'habilitation mentionne la ou les spécialités du diplôme et indique le volume et le programme des enseignements.

Art. 3. - L'habilitation est accordée pour une période maximale de quatre ans après examen d'un dossier présenté par le conseil d'administration de l'université et après avis du conseil des études et de la vie universitaire et du conseil économique.

Ce dossier précise :

Les modalités d'organisation des enseignements, de contrôle des connaissances et des aptitudes, et d'orientation des étudiants ;

La composition de la commission pédagogique prévue aux articles 5 et 6 suivants ;
L'articulation avec les autres diplômes de premier cycle organisés dans les établissements d'enseignement supérieur

de l'académie ;

Les relations établies avec les milieux professionnels en vue d'assurer la formation et les débouchés des étudiants ;

La capacité d'accueil de la formation, déterminée en fonction des débouchés prévisibles.

Le renouvellement de l'habilitation s'effectue suivant la même procédure. Le non-renouvellement de l'habilitation fait l'objet d'une décision motivée, communiquée à l'université par le ministre de l'Education nationale. La mise en oeuvre de cette décision doit tenir compte de la situation des étudiants en cours d'études.

Art. 4. - L'ensemble de la formation conduisant au diplôme d'études universitaires, scientifiques et techniques, est réparti sur deux années universitaires ou sur quatre semestres universitaires ou selon toute autre modalité équivalente, et comprend une période initiale d'orientation.

La durée totale des enseignements est comprise entre mille deux cents heures et mille quatre cents heures.

Les enseignements sont dispensés sous forme de cours, d'enseignements dirigés, de travaux pratiques ou de préparation de projets auxquels s'ajoutent des stages en situation.

Des enseignements de qualification professionnelle sont assurés dans une proportion laissée à l'appréciation de l'établissement, mais qui ne peut être inférieure à 25 % du total ; ils sont confiés principalement à des enseignants associés, à des chargés d'enseignement exerçant ou ayant exercé une activité professionnelle correspondant à la spécialité du diplôme.

Art. 5. - Les candidats au diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques ne peuvent prendre au total que trois inscriptions pédagogiques annuelles ou six inscriptions pédagogiques semestrielles en vue de ce diplôme ou du diplôme d'études universitaires générales.

Exceptionnellement, une ou deux inscriptions annuelles ou une à quatre inscriptions semestrielles supplémentaires peuvent être autorisées par le président de l'université où le candidat a pris sa précédente inscription, sur proposition d'une commission pédagogique constituée à cet effet, sans que le nombre cumulé d'inscriptions aux deux diplômes puisse être supérieur à cinq inscriptions annuelles ou dix inscriptions semestrielles.

Dans le cas où un candidat, déjà titulaire du diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques ou du diplôme d'études universitaires générales, souhaite préparer à nouveau l'un de ces diplômes dans une spécialité, une mention ou une section différente de celle du diplôme obtenu, les années consacrées à l'obtention du premier diplôme ne sont pas prises en compte dans le nombre d'inscriptions auxquelles a droit le candidat pour préparer le second diplôme.

En outre, le conseil d'administration peut, sur proposition du conseil des études et de la vie universitaire, fixer un régime spécial au bénéfice des étudiants déjà engagés dans la vie active, des étudiants effectuant leur service national, des mères de famille, des handicapés et des sportifs de haut niveau.

Art. 6. - Des aménagements peuvent être apportés au régime des études par décision individuelle du président de l'université sur proposition d'une commission pédagogique constituée à cet effet :

a) Pour les candidats qui, en cours d'études de premier cycle dans un établissement d'enseignement supérieur public, changent soit d'établissement, soit d'orientation ;

b) Pour les candidats qui justifient de titres français ou étrangers comportant l'étude à un niveau au moins égal à celui du diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques, de disciplines figurant au programme de la mention postulée ;

c) Pour les candidats justifiant d'une expérience professionnelle dans un secteur d'activité en relation avec la mention postulée.

Art. 7. - L'organisation des enseignements est confiée par le président de l'université sur proposition du ou des directeurs de l'unité ou des unités de formation et de recherche ou du ou des départements de formation assurant les enseignements, à un ou plusieurs responsables choisis parmi les enseignants chercheurs.

Art. 8. - L'appréciation des résultats du contrôle des connaissances et des aptitudes donne lieu selon le mode de répartition de la formation choisie, soit à deux sessions par an, soit à deux sessions à un semestre au plus d'intervalle.

Cette appréciation s'effectue au cours ou à la fin de chacune des périodes d'études, soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôles combinés. Les modalités de ce contrôle tiennent compte des contraintes spécifiques des étudiants accueillis au titre de la formation continue. Elles doivent être arrêtées dans chaque université par le conseil d'administration, sur proposition du conseil des études et de la vie universitaire, au plus tard à la fin du premier mois de l'année d'enseignement ; elles ne peuvent être modifiées en cours d'année.

Le règlement concernant la vérification des aptitudes et des connaissances ne peut autoriser le cumul entre un système de notes indépendantes et un système de notes entre lesquelles des compensations peuvent être établies.

Art. 9. - Le président de l'université, sur proposition du directeur ou des directeurs de l'unité ou des unités de formation et de recherche, ou du ou des départements de formation assurant les enseignements, désigne les jurys des examens conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

Il choisit le président du jury parmi les enseignants-chercheurs.

Art. 10. - Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à compter de l'année universitaire 1984-1985 pour la première année des études conduisant au diplôme.

Les compétences dévolues aux articles 2, 3, 5, 7 et 9 aux différents organes des établissements sont exercées à titre transitoire par les organes actuellement en place.

(*JONC* du 20 juillet 1984 et *BO* n° 34 du 27 septembre 1984.)